

DAVOS



Davos 2024 : une année de destruction créatrice ou de destruction tout court ?

Le [Forum économique mondial](#) (en anglais) constitue toujours une source à la fois d'espoir et d'anxiété. L'édition de cette année donnait une impression aboutie de paradoxe.

Le rassemblement de dirigeants de gouvernements, d'entreprises et de la société civile, qui se tient à Davos en Suisse, pendant une semaine, avait pour objectif de mettre l'accent sur une crise de confiance mondiale. Et pourtant, au dernier jour du Forum, les principales bourses mondiales – qui constituent en soi un bon indicateur du niveau de confiance – ont clos leur journée à des niveaux records. En parallèle, un plus grand nombre de citoyens que jamais, dans un plus grand nombre de pays que jamais, se préparent cette année à voter dans le cadre d'élections démocratiques. Le commerce mondial, qui constitue une autre mesure du niveau de confiance qui prévaut, connaît une embellie, bien qu'elle soit lente.

Voilà qui résume en quelques mots ce que représente Davos : l'un des rassemblements les plus éclectiques et dynamiques au monde qui donne à la fois un bon aperçu sur l'année à venir et qui se trompe tout autant (médias sociaux, crise financière mondiale, Brexit et COVID) qu'il voit juste. L'édition de cette année du Forum, qui constituait la 54e depuis la création de l'événement, [a attiré 3 000 délégués](#) (en anglais), dont 350 chefs de gouvernement et ministres, et 80 dirigeants de la sécurité nationale. Il a également attiré des dirigeants du secteur technologique, des entrepreneurs, des universitaires et des militants sociaux du monde entier.

Et que dire de l'ambiance générale ? Mitigée sur le plan économique, amère en matière politique, enthousiaste à l'égard de la technologie et nerveuse sur les questions de sécurité. Un habitué du Forum a estimé, pour sa part, que l'ambiance en était une d'« optimisme réaliste ». Un autre préférait la formule « incertitude radicale », qui pourrait ouvrir la voie à une période de destruction créatrice et de progrès remarquable – ou tout simplement à une période de destruction.

Voici certains des faits saillants que j'en retire :

1. Le climat économique est mitigé

Les participants au Forum de Davos semblaient croire en une croissance économique modeste cette année ainsi qu'en un ralentissement de l'inflation, ce qui devrait permettre aux banques centrales d'abaisser les taux d'intérêt – mais ni de manière trop marquée ni trop rapidement. Les chefs d'entreprise et les économistes ont dans une large mesure appelé à un atterrissage en douceur de l'économie américaine. Rappelons cependant que tel était le sentiment qui prévalait à Davos il y a un an – et que l'économie américaine a achevé l'année 2023 en affichant une croissance du PIB supérieure à 2,5 %. L'absence de récession ainsi que des pressions persistantes sur les coûts pourraient empêcher l'inflation de ralentir beaucoup plus ou la Réserve fédérale américaine de se montrer plus agressive à l'égard des taux. Parmi les forces inflationnistes, citons les dépenses engagées aux États-Unis en cette année électorale, les perturbations commerciales comme celles observées dans la mer Rouge (guerre) et au canal de Panama (climat), de même que les pénuries de main-d'œuvre. Dans l'ensemble, les consommateurs nord-américains et européens sont en bonne santé financière. En vérité, les achats d'articles de luxe atteignent des sommets sans précédent. On observe également des sorties de capitaux importantes des pays du golfe Persique riches en pétrole, ce qui contribue à faire grimper le prix des actifs. Il convient cependant de tenir compte de facteurs impondérables dans la mesure où Washington consacre désormais 18 % de son budget au service de la dette, ce qui pourrait contraindre le gouvernement à réduire ses dépenses, tandis que les perspectives économiques de la Chine sont en baisse et que son marché immobilier recule. **Ces deux économies, qui représentent le tiers du PIB mondial, pourraient présenter les risques les plus importants sur le plan de la croissance, tandis que les perspectives en matière de taux d'intérêt interviennent elles aussi dans l'équation.**

2. La Chine connaît un tassement

En à peine cinq ans, la Chine est passée du statut de chef de file du Forum économique mondial à celui de pays à la traîne. Le premier ministre Li Qiang a tenté de modifier cette réalité en faisant ses débuts à Davos, en se faisant accompagner d'une importante délégation et en profitant du fait que le discours d'ouverture lui avait été réservé pour exposer au monde entier la résilience dont sait faire preuve son pays. Rares furent ceux qui se sont ralliés à cette position. Dans la période précédant la tenue du Forum économique de Davos, la Chine a connu des sorties massives d'investissements étrangers et, à la fin de la semaine, Shanghai avait cédé le premier rang à Tokyo en termes de capitalisation boursière totale. En 2023, la population chinoise a également reculé pour la deuxième année consécutive. Le taux de natalité n'a jamais été aussi bas et la Chine abrite désormais le plus grand nombre de personnes âgées au monde. Le premier ministre Li a exhorté Washington à lever les sanctions commerciales, à annuler les interdictions imposées aux universitaires, en plus d'abandonner les restrictions technologiques qui dissuadent de nombreuses entreprises de faire des affaires dans son pays. En 2023, le monde a enregistré 5 400 mesures commerciales, un niveau correspondant au double du niveau d'avant la pandémie, et environ 20 % d'entre elles visaient la Chine. En parallèle, les investissements se sont déplacés de manière significative vers le Vietnam, l'Indonésie, le Mexique et l'Inde – alors que des sociétés chinoises ont elles-mêmes contribué à ce mouvement en transférant des milliards vers ces pays. **Le message des Américains et des Européens était clair : ils ne compteront plus sur un seul pays, ou sur une seule région, pour combler leurs besoins.**

3. L'Amérique est en voie de se rééquilibrer

À Davos, les États-Unis se sont présentés comme une superpuissance isolée qui pourrait, cette année, s'engager dans deux directions distinctes. L'administration Biden avait chargé ses principaux représentants en matière de politique étrangère, soit Antony Blinken et Jake Sullivan, d'insister sur le fait que, pour reprendre les mots de Jake Sullivan : « nous ne nous replierons pas sur nous-mêmes ». Ils ont décrit la doctrine Biden comme en étant une à « géométrie variable », s'adaptant d'une région, d'une situation et d'un échancier à l'autre. Cette approche repose sur une combinaison d'idéaux et d'intérêts que Jake Sullivan décrit comme tenant de la « concurrence stratégique à l'ère de l'interdépendance ». En d'autres termes, un monde habité de partenaires qui peuvent être tantôt des amis et tantôt des ennemis. L'équipe Biden a laissé entrevoir qu'elle continuerait à encadrer ses rivaux en imposant des sanctions, en prévoyant des restrictions technologiques et en faisant valoir sa puissance militaire, y compris en procédant à des frappes contre leurs représentants. Les adversaires de l'Amérique semblent avoir bien compris cela. Certains de ses amis ont également fait état de leurs inquiétudes à l'égard d'une éventuelle présidence Trump et d'un retour à un régime faisant passer avant tout les intérêts américains. Les Européens craignent que Trump n'assouplisse sa politique à l'égard de la Russie et se sont ralliés à la position d'autres groupes qui s'inquiètent du fait qu'un deuxième mandat du président Trump ferait preuve de dureté à l'égard de l'Europe, du Canada et du Mexique en matière commerciale. Le ministre allemand des Finances, Christian Lindner, a déclaré que l'Europe devait renforcer ses capacités en matière de défense, de technologie, de même que son indépendance économique, afin de pouvoir traiter avec quiconque assumera le rôle de président l'an prochain en position de force. Quel que soit le résultat des élections de novembre, les perspectives de coopération mondiale sont limitées.

4. Le populisme a le vent en poupe

Le thème de la confiance a suscité de multiples discussions portant sur la démocratie et ce que rechercheront les électeurs du monde entier en 2024. La réponse se résume en un mot : changement. Cette année, 50 élections sont prévues dans divers pays ou régions allant de l'Indonésie à l'Inde et du Pakistan à l'Union européenne, à la Grande-Bretagne et au Mexique, sans compter les États-Unis bien évidemment. Aucune tendance spécifique ne se dessine à l'horizon, si ce n'est, dans de nombreux pays, l'appétit pour le changement d'une population marquée par la pandémie. Le nouveau président libertaire argentin, Javier Milei, a pris le devant de la scène pour livrer un discours allant parfaitement à l'encontre des vues du Forum économique mondial évoquant le pouvoir du capitalisme débridé et le caractère tenant de l'« extorsion » des impôts, livrant en cela le type de message déstabilisant de plus en plus en vogue. S'il est fort possible que le président Javier Milei constitue un cas particulier – le Wall Street Journal estimant notamment que son discours tenait de la « greffe de colonne vertébrale » –, on ne peut en dire autant de la soif en matière de changement politique et économique. Seulement 16 % des Américains estiment que leur gouvernement fédéral est apte « à faire ce qui s'impose » – cette proportion représentant un niveau record à la baisse après la crise financière, en plus de marquer un recul par rapport au niveau de 20 % qui prévalait en 2022. L'historien Niall Ferguson a comparé l'ambiance actuelle à l'âge d'or des années 20, alors que le populisme tant à droite qu'à gauche se tailla une nouvelle place, dans un contexte d'accentuation des inégalités de revenu. **Une partie de ce phénomène trouve également ses racines dans la thématique globale que représente la confiance, alors que la pandémie a ébranlé la confiance qu'avaient de nombreuses personnes envers les institutions, et a façonné une nouvelle génération qui se montre moins optimiste quant à l'avenir.**

5. L'IA divise

L'[intelligence artificielle](#) (IA) (en anglais) fut le principal thème de la semaine. Bill Gates a donné le ton en déclarant devant le public de Davos qu'il estimait que l'IA aurait un effet plus marqué que celui qui est associé à l'invention d'Internet. Les débats qui ont suivi se sont interrogés sur la mesure dans laquelle la foi que témoignent les membres du Forum envers la destruction créatrice – et qui consiste à laisser le marché choisir les gagnants – était justifiée dans une nouvelle ère technologique où la concentration des marchés semble croître à une vitesse vertigineuse. Une grande partie des échanges portant sur les cadres réglementaires ont mis l'accent sur la puissance des trois grands fournisseurs de services informatiques (Amazon, Microsoft et Google) et sur leur domination en matière de données, qui constituent le carburant fondamental de l'IA. « On ne dispose jamais de trop de données », a indiqué en guise de message d'avertissement Erik Brynjolfsson, qui dirige le Stanford Digital Economy Lab. Le Fonds monétaire international a également mis en garde contre les disparités économiques croissantes créées par l'IA entre les régions de même qu'entre les générations (bien que Satya Nadella, de la société Microsoft, et qui a grandi en Inde ait affirmé qu'il avait lui-même observé de ses propres yeux en quoi la technologie pouvait gommer les inégalités à travers le monde). D'autres ont souligné la mesure dans laquelle les gouvernements ne sont pas arrivés, à ce qu'il semblerait, à encadrer les médias sociaux alors que cette technologie en était encore à ses balbutiements. Les dirigeants européens, en particulier, ont insisté sur leur intention de réglementer l'IA même si cela devait ralentir l'innovation, tandis que les États-Unis et la Grande-Bretagne envisagent une approche plus permissive, préférant corriger les faux pas plutôt que d'empêcher tout progrès. **« Si personne ne connaît l'avenir, nous pouvons intervenir à son endroit », a affirmé Jeremy Hunt, chancelier de l'Échiquier britannique. « Des choix s'offrent à nous. »**

6. L'IA s'accélère

La principale avenue de Davos était parsemée de banderoles proclamant le pouvoir positif de l'IA, de nombreux magasins étant transformés en pavillons commerciaux pendant la semaine, avec pour objectif de promouvoir l'intelligence artificielle. J'ai moi-même assisté à un déjeuner qui s'est tenu dans l'un de ces magasins, organisé par une jeune entreprise américaine du domaine de l'IA, et qui souhaitait recueillir de la part de grandes entreprises des domaines de la fabrication industrielle, des soins de santé et de la robotique ce qu'elles retenaient de leurs expériences en matière d'IA. La conversation s'est résumée en un seul mot : productivité. La plupart des entreprises font appel à l'IA pour améliorer le rendement de leurs effectifs de vente, de leurs centres d'appel et de leurs équipes de codage – tout comme pour réduire le temps que consacrent les employés à la rédaction de rapports et à la production de présentations, activités que l'IA est en voie de parvenir à maîtriser. Peu d'employeurs présents à Davos, ou consultés dans le cadre des nombreux rapports produits par des cabinets-conseils publiés à l'occasion du Forum, ont affirmé qu'ils prévoyaient supprimer des emplois du fait de l'IA. La plupart d'entre eux ont déclaré qu'ils cherchaient plutôt à augmenter leurs revenus. Pour sa part, la société Accenture envisage de doter la plupart de ses 740 000 employés à travers le monde d'outils d'IA, tout comme elle l'a fait en leur offrant d'autres outils logiciels. Albert Bouria, le chef de la direction de Pfizer, a prédit « une renaissance du domaine des sciences de la vie », du fait de la rapidité avec laquelle l'IA est en mesure de scruter les séquences moléculaires pour les médicaments. Pour tirer parti du pouvoir créatif de l'IA, Sachin Dev Duggar, cofondateur de Builder.ai, a affirmé qu'il convenait d'opérer une transformation, l'importance accordée à la technologie devant céder le pas à la culture organisationnelle et à l'apprentissage. Pour le citer : **« Comment peut-on s'y prendre pour faire en sorte que chaque employé porte une cape de superhéros plutôt que de penser que c'est l'IA qui est elle-même la superhéroïne ? »**

7. L'IA est elle-même confrontée à des limites

Si les politiciens présents à Davos s'inquiétaient de l'emploi et de la vie privée, et si les chefs d'entreprise mettaient l'accent sur les performances ou le rendement, certains des responsables en matière de technologie dans le domaine de l'IA se sont ouverts quelque peu sur les limitations que présente cette approche, en soulignant que la rhétorique allait bien au-delà de ce que constitue la réalité. La faute en incomberait à YouTube. Il se pourrait fort bien que des modèles d'IA générative comme celui de ChatGPT soient en voie de s'approcher de leurs limites puisqu'ils se fondent sur l'apprentissage basé sur le texte et qu'ils ont déjà consommé la quasi-totalité de ce que l'univers a à offrir en matière textuelle. Cependant, aucun grand modèle de langage n'a encore conquis la vidéo ou n'est en mesure d'apprendre selon la méthode par tâtonnement, l'approche d'apprentissage la plus efficace pour les êtres humains. Yann LeCun, responsable de l'IA chez Meta, a affirmé qu'un enfant normal de quatre ans avait déjà absorbé 50 fois plus d'information que les plus grands modèles de langage. De surcroît, l'offre en matière d'information du genre humain s'étend davantage par le biais de la vidéo que par celui du texte. Un autre chercheur a expliqué que l'IA générative tenait dans une large mesure de l'association et non de la causalité, de telle sorte qu'elle présentait en soi des limites sur le plan de la logique et du jugement, sans compter les aspects relevant de la sensibilité et de la prévoyance. Comme ce chercheur l'a souligné, « c'est pour cela que les ordinateurs n'ont pas de sens commun ». Il a comparé la situation à celle qui concerne les avions et les oiseaux. Si les avions sont plus rapides que les oiseaux, leurs capacités ne sont qu'une fraction de celles de ces derniers. **Ce que l'IA générative est bel et bien en mesure de faire est d'aider les êtres humains à résoudre les problèmes, et notamment les problèmes qui nécessitent de découvrir de subtils modèles dans de vastes ensembles de données homogènes, comme c'est le cas de l'administration des médicaments, voire des modèles climatiques et leurs causes sous-jacentes.**

8. L'enjeu du climat s'étirole

Au milieu de l'enthousiasme suscité par l'IA et de l'anxiété soulevée par les questions d'ordre géopolitique, il fut difficile de ne pas remarquer combien la question du climat en tant qu'enjeu (en anglais) avait marqué un pas de recul lors du Forum. Voilà qui ne constitue pas nécessairement en soi une mauvaise chose. De nombreuses séances portant sur le climat auxquelles j'ai assisté – alors que seulement une poignée de personnes se trouvaient parfois dans la salle – étaient axées sur l'action, beaucoup plus que sur l'angoisse ou sur les annonces. J'ai assisté à un petit déjeuner de travail en présence de dirigeants des secteurs de l'énergie, de la finance et de l'industrie, qui ont convenu du fait que cette année devait être celle des décisions finales en matière d'investissement pour parvenir à faire en sorte qu'un nombre beaucoup plus important de projets de décarbonation puissent être lancés (ou mis en chantier). Parmi les obstacles qu'il convient de retenir, citons l'absence de tarification mondiale du carbone industriel, les coûts associés à la conformité ainsi qu'une pénurie de modèles opérationnels en matière de financement mixte pour les gouvernements, les investisseurs et les banques. Il pourrait être utile de mettre plus précisément l'accent sur quelques projets révolutionnaires assortis d'échéances claires. Alors que prévalent actuellement des taux d'intérêt plus élevés, s'imposent également des taux de rendement plus intéressants, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, volet dont on souhaite qu'il se développe selon un multiple de trois d'ici 2030. Cela ne constituera pas une mince affaire alors que la réglementation et la résistance des communautés entravent déjà la croissance. Aux États-Unis, le nombre d'objections juridiques aux projets d'énergie solaire et éolienne s'est multiplié par six. Pour que le monde puisse mettre en place de massifs nouveaux systèmes énergétiques d'ici une demi-décennie, il pourrait être nécessaire de se doter de nouvelles approches en matière de gouvernance. **Comme le soulignait l'économiste Mariana Mazzucato, « peut-être y aurait-il lieu d'aborder la question du changement climatique avec un sentiment d'urgence équivalent à celui que suscite la guerre ».**

9. La construction est en plein essor

L'une des raisons pour lesquelles nous ne parvenons pas à atteindre nos objectifs climatiques est que nous continuons à construire au même rythme que nous le faisons depuis des décennies. Au cours des 25 prochaines années, devrait s'ajouter à travers le monde l'équivalent de l'ensemble du parc immobilier chinois, notamment dans les pays en développement, où des millions de personnes migrent vers les villes. À elle seule, l'Inde ajoute chaque année l'équivalent de ce que représente la ville de Chicago. La construction et l'exploitation des bâtiments représentent 26 % des émissions mondiales. Pour commencer, nous devons modifier les systèmes de chauffage et de refroidissement. Cependant, nous devons également transformer les briques, le béton, le verre et l'acier qui composent tous ces nouveaux bâtiments. Si l'Europe a ouvert la voie en matière de matériaux de construction recyclés, cette offre doit doubler d'ici 2030. La difficulté tient au fait que chaque ville, même en Europe, semble vouloir se doter de son propre code de construction, ce qui empêche les fournisseurs de créer des usines de recyclage de masse. J'ai assisté à une séance de travail réunissant des planificateurs et des constructeurs qui ont déclaré que, mis à part les défis, ils observaient que les coûts du recyclage en Europe se rapprochaient de la parité. Malgré tout, on n'observe aucun signe en faveur du recyclage dans les pays en développement, où la plupart des nouvelles structures du monde seront édifiées. **« En définitive, tout doit être une question financière », a affirmé Christian Ulbrich, le chef de la direction du géant de l'immobilier JLL.**

10. L'agriculture se développe

Se tenant dans une région connue pour l'élevage de vaches et de moutons, le Forum commence enfin à redonner à l'agriculture ses lettres de noblesse. À son ordre du jour figure la promotion des systèmes alimentaires. Du reste, le Forum a lancé l'initiative des « 100 millions d'agriculteurs » afin de faire progresser l'agriculture durable. Les systèmes agroalimentaires représentent 30 % des émissions mondiales de GES, 70 % de l'utilisation d'eau douce et 80 % de la déforestation tropicale, pressions qui pourraient s'accroître dans un monde dont on prévoit qu'il accueillera 500 millions d'habitants de plus d'ici 2030. Le Forum a réuni des gouvernements, des entreprises alimentaires et des agriculteurs pour parvenir à résoudre ce problème, en grande partie en trouvant de nouveaux moyens de financer les agriculteurs tant pour ce qu'ils préservent que pour ce qu'ils produisent. J'ai eu l'occasion de rédiger un article à l'intention du Forum intitulé « 3 ways to unlock the potential of climate-smart agriculture » (en anglais), qui s'est inscrit dans le débat sur cette question. J'ai également parlé à un groupe d'agriculteurs et de producteurs alimentaires du Mexique, de Malaisie et des Philippines, avant de participer à une séance de travail regroupant des ministres de l'Agriculture, des agriculteurs et des chefs de la direction du secteur de l'agroalimentaire qui visait à définir des options. Nous nous sommes entendus sur le fait que les gouvernements doivent remanier les subventions agricoles, qui totalisent annuellement quelque 3 000 milliards de dollars, afin de récompenser non seulement la production mais également la durabilité. S'offre également une autre occasion intéressante pour faire en sorte que les crédits de carbone permettent aux pollueurs de payer les agriculteurs pour les émissions captées par leurs terres. Les gouvernements et les universités doivent également réorienter les sommes consacrées à la recherche et au développement de manière à investir plus dans le domaine de l'agriculture, qui ne représente actuellement que 2 % du budget mondial en matière de recherche et développement. **Comme l'a souligné le vice-président de la Tanzanie, Philip Mpango, à notre groupe : « nous devons rendre l'agriculture séduisante ».**

Par John Stackhouse, 21 janvier 2024

Lecture connexe



[Forum économique mondial : 3 façons de libérer le potentiel de l'agriculture intelligente face au climat](#)



[Tours à faibles émissions de carbone : le défi zéro émission nette de 40 milliards \\$ du Canada](#)



[Nouveau pacte agricole : un plan en neuf points pour une agriculture adaptée au climat](#)